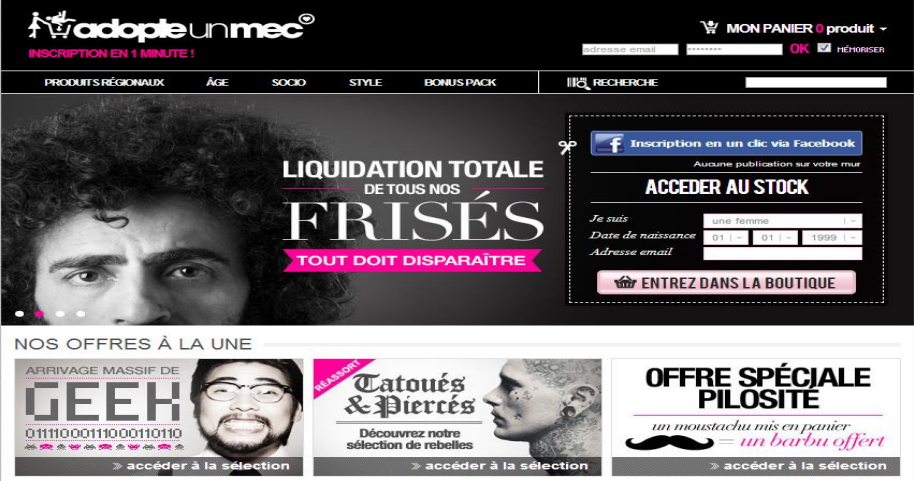
**Question 1 : Qu’est-ce qu’un marché ?**

**Etape 1 : Introduction (10’)**

****

Objectif : faire émerger les notions de demande / offre / marché

**Etape 2 : Bilan du questionnaire (10’)**

En groupe, vous comparerez vos réponses et complèterez éventuellement votre trace écrite. Lien vers la vidéo : <http://acver.fr/2u8>

1. Qu’est-ce qu’un marché ?
2. Qu’est-ce que l’offre ? Qu’est-ce que la demande ?
3. Qu’est-ce qu’une institution marchande ?
4. Pourquoi les droits de propriété sont-ils au fondement des échanges ?
5. Quelles sont les limites du marché ?

**Etape 3 : Vérification des connaissances (40’)**

**Exercice 1 : La diversité des marchés**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Marché aux poissons de Concarneau** | **Bourse de New York** | **Agence Pôle Emploi** |
| Quel est le produit échangé ? |  |  |  |
| Qui offre ? |  |  |  |
| Qui demande ? |  |  |  |
| A quelle échelle est situé le marché (locale, nationale, internationale) ? |  |  |  |

**Exercice 2 : Les droits de propriété**

"Happy Birthday" est libre… enfin. Un juge californien a décidé, mardi 22 septembre, que la fameuse version anglophone de la [chanson "Joyeux anniversaire" appartenait du domaine public.](http://bigstory.ap.org/article/4ef3d7182b7e44eb81ccd1b75593ae82/federal-judge-rules-happy-birthday-song-public-domain)

Anecdotique ? Pas tant que cela. Le studio Warner-Chappell soutenait depuis des décennies qu’il en détenait le droit d’auteur. La maison de production musicale de Time Warner pouvait donc collecter des royalties à chaque diffusion à la télévision, sur l’Internet et dans n’importe quel espace public. Elle ne s’en privait pas puisque "Happy Birthday" rapportait environ deux millions de dollars par an, [rappelle le "Los Angeles Times"](http://www.latimes.com/local/lanow/la-me-ln-happy-birthday-song-lawsuit-decision-20150922-story.html).

**Flou historique et juridique**

La réalisatrice Jennifer Nelson [en a fait l’amère expérience](http://www.hollywoodreporter.com/thr-esq/happy-birthday-all-filmmaker-aims-568355). Elle a dû payer 1 500 dollars pour pouvoir inclure cette chanson dans un documentaire consacré à son histoire, actuellement en production. En 2013, elle a décidé, pour cette raison, [d’assigner Warner-Chappell en justice](http://fr.scribd.com/doc/147645129/Happybirthday).

Deux ans plus tard, le juge George H. King lui a donné raison. Il est même allé jusqu'à affirmer que la maison de production n'avait jamais détenu le moindre droit sur cette chanson anglophone, la plus connue du monde à en croire le "Guiness Book des records".

Comment Warner-Chappell a pu prétendre que ce "Joyeux anniversaire" lui appartenait jusqu’en 2030 ? Le studio a pu profiter d’un flou historique qui s’est transformé en flou juridique. À l’origine, la très célèbre mélodie a été composée par deux sœurs, Mildred et Patty Smith Hill, pour une chanson intitulé "Good morning to All" en 1893. Il n’y a donc pas de doute : l'air appartient au domaine public (les éventuels droits d’auteurs durent au maximum 95 ans).

Il en va tout autrement des paroles. Personne ne sait vraiment qui les a composées, ou plutôt qui a fait concorder la musique avec les paroles. Warner-Chappell a toujours soutenu qu’une troisième sœur Hill avait réussi, en 1935, à démontrer que "Happy Birthday" était un plagiat de "Good Morning All" et avait pu ainsi prétendre aux droits d'auteurs sur la chanson. Elle travaillait alors avec la société de production Clayton F. Summy Publishing Co. qui aurait fini par en céder les droits à Warner-Chappell.

Mais cette version a toujours été contestée. Plusieurs articles - et même [une étude universitaire publiée en octobre 2010](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1111624) - ont essayé de percer le mystère des origines de "Happy Birthday" pour savoir si la [chanson appartenait à tout le monde](http://www.kuro5hin.org/story/2003/7/5/112441/6280) ou seulement à Warner-Chappell.

Extrait de « La Warner perd le droit de se faire des millions grâce à la chanson "Happy Birthday" », Sébastian SEIBT, 23/09/2015, [france24.com](http://france24.com)

Complétez le tableau ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Droits de propriété sur la chanson** | **Chanson dans le domaine public** |
| Avantage économique procuré |  |  |
| Qui est avantagé ? |  |  |

**Exercice 3 :**

Grâce aux progrès de la médecine, un nombre croissant de patients est éligible à la transplantation d’un rein. Malheureusement, l’offre d’organes ne suit pas. Le nombre de cadavres en état de mort cérébrale n’augmente pas aussi vite qu’il le faudrait. Les familles ajoutent leur grain de sel en n’autorisant pas toujours le prélèvement des organes du défunt. Reste bien sûr la possibilité de recourir à un donneur vivant, issu du cercle familial, mais les patients n’ont pas tous la chance de pouvoir compter sur un proche généreux - et compatible. Aux Etats-Unis, alors que 13 700 transplantations de rein ont été pratiquées en 2005, 65 000 personnes attendaient toujours leur tour au début de l’année 2006. On estime à 3 500 le nombre de patients américains qui meurent chaque année faute d’avoir reçu un rein à temps. Certains économistes se sont penchés sur ce problème épineux. […] Pour [Gary Becker], il n’est pas de déséquilibre entre une offre et une demande qui ne puisse être résorbé pour peu que l’on y mette le prix. C’est donc avec un imperturbable aplomb qu’il propose de payer les donneurs d’organes. Pour peu que la rémunération compense adéquatement les risques (y passer ou y laisser des plumes) et les coûts (les revenus perdus pendant la convalescence), elle suffira toujours à convaincre un nombre suffisant de donneurs. Selon G. Becker et Julio Jorge Elias, qui évaluent le prix d’un rein à 15 200 dollars, une telle compensation financière augmenterait pratiquement de moitié le nombre de transplantation. On ne s’étonnera cependant pas que [cette] proposition puisse susciter un rejet virulent. Perçue comme profondément immorale, l’idée de négocier le corps humain comme une marchandise fait l’objet d’une véritable « répugnance ». Dans la grande majorité des pays, les transplantations ne sont de fait autorisées que si elles reposent sur le don - seuls quelques Etats ont autorisé la vente d’organes, l’Inde dans les années 1980 et 1990 et l’Iran aujourd’hui.

Xavier De la Vega, « A quand un marché d’organes ? », Sciences humaines, janvier 2009, [scienceshumaines.com](http://scienceshumaines.com)

1. Quels types d’échanges sont en général autorisés pour les organes ?
2. Quel problème ce type d’échanges pose-t-il aux Etats-Unis ?
3. Quelle solution est alors préconisée par des économistes comme Gary Becker ?
4. Cette solution serait-elle efficace ? A quelle critique fait-elle face ?

**Etape 4 : Tâche finale (40’)**

Réalisez une carte heuristique comportant les notions suivantes ainsi que des exemples : marché, offre, demande, droits de propriété, institutions marchandes, limites de l’échange marchand.